

*Michel Puech\**

## **La domination bureaucratique sous prétexte informatique**

L'argument est vieux comme le monde (technologique): c'est pour une raison technique que ce que vous demandez n'est pas possible, c'est pour des raisons techniques (de sécurité...!) que vous devez accomplir telle action absurde et fastidieuse avant d'accéder à ce qui vous revient (information, argent, moyen de travail, ouverture d'un droit, etc.), ceci signifiant: ce n'est pas à cause d'une tyrannie bureaucratique ou du pouvoir de nuisance de petit(e)s chef(fe)s... Sauf que: si!

Cet article veut brièvement clarifier la confusion entre domination informatique (alléguée) et domination bureaucratique (réelle) dans les organisations institutionnelles actuelles – ce terme recouvre à la fois les organismes “publics” et les entreprises privées, cet article n'est donc “ni de droite ni de gauche”, en tout cas dans l'esprit de son auteur qui a la même quantité de respect pour chacune de ces positions politiques.

On critique la technologie et surtout l'informatique comme exerçant une “domination” dans la vie personnelle, professionnelle, et dans le rapport aux institutions. Rien n'est plus fréquent dans la vie ordinaire contemporaine que d'avoir à se “soumettre” (sans qu'on donne à ce verbe son sens philosophique fort, et il le faudrait) à une procédure de contrôle numérique: le code ou le schéma de déverrouillage de son téléphone mobile (combien de fois par jour?), le code de son ordinateur personnel, plus de son poste de travail personnel. Souvent sur le lieu de travail ce sera toute une série de codes pour accéder aux différents services nécessaires à l'exercice de son travail quotidien. La gestion d'une entreprise, même une micro-entreprise, l'indispensable gestion personnelle d'un compte bancaire, de sa protection sociale, et plus encore les demandes de remboursement obligent à des démarches en ligne qui peuvent prendre plus de temps de travail (mesuré en salaire horaire) que le travail pour lequel on cherche, par exemple, à se faire payer par une administration française. Dans de nombreuses entreprises et bien des services publics

\* Sorbonne Université

est imposé un “logiciel maison” qui a coûté très cher et qui apporte plus de problèmes que de solutions. Un passage aux urgences de l’hôpital suffit pour vérifier que le personnel soignant passe plus de temps sur un clavier et à cocher des cases (cliquer) qu’à effectuer des gestes médicaux (je l’ai mesuré montre en main). Postuler à un emploi public demande une capacité de soumission bureaucratique de plus en plus exceptionnelle (je connais un cas d’enseignant-chercheur recruté mais qui n’a pas eu son poste parce qu’il n’avait pas confirmé sur le site de l’administration: voudrait-on pousser au suicide?). S’inscrire dans une université ou obtenir un document attestant de son diplôme, tout cela en ligne bien sûr et avec ses identifiants, est parfois en réalité plus difficile que de réussir l’examen (voudrait-on pousser au mépris du contenu académique au profit de la soumission aux procédures?). Cette “soumission” ne mérite pas de guillemets: il s’agit de véritables rituels de soumission au véritable pouvoir, qui est à la fois pouvoir symbolique et pouvoir effectif: la bureaucratie.

La France est un bon exemple de ce qu’il ne faut pas faire, y compris la piteuse tentative d’un “choc de simplification” lancé en 2013<sup>1</sup>. Plus pragmatiquement, nous sommes soumis au régime de la “dématérialisation de l’administration” qui se manifeste par exemple par l’obligation de déclarer ses impôts ou son chômage sur Internet, souvent en remplissant des formulaires incompréhensibles: un sans-abri invité à s’identifier sur un site Web gouvernemental pour “accéder à ses droits”, est-ce comique ou révoltant? Les deux à la fois bien entendu. L’incompréhensible résistance du public au “pass sanitaire” (un QR-code indispensable pour accéder aux lieux publics) se comprend à partir de là, et à partir du sentiment anti-pass on peut commencer à comprendre l’incompréhensible mouvement “anti-vax” dans un pays démocratique où la population a un minimum de culture générale et de rationalité. Comment peut-on en venir à s’opposer à la vaccination collective pour combattre une pandémie qui tue les humains par centaines de milliers à l’échelle d’un grand pays (les USA par exemple)?

Revenons pour le comprendre au phénomène systématique du monde contemporain: les effets contre-productifs de nos organisations. Nous avons organisé la santé publique de manière contre-productive parce que bureaucratique, mais c’est parce que nous ne pouvons pas faire autrement. Ce n’est pas au QR-code que le citoyen est soumis mais à ce mécanisme global de subversion involontaire: nous faisons un usage contre-productif de la puissance, y compris la puissance technologique (y compris médicale) et surtout de la principale puissance d’organisation contemporaine: le numérique. La science-fiction et les (mauvais) philo-

<sup>1</sup> Voir: <https://www.gouvernement.fr/action/le-choc-de-simplification>.

sophes de la technologie prophétisent depuis plus d'un siècle le "grand retournement" des machines contre les humains, mais il a déjà du lieu et son nom est bureaucratie. C'est parce qu'elle a asservi la puissance du numérique que nous nous retrouvons soumis, apparemment seulement, à l'informatique et au numérique. Les philosophes pensent avec raison, depuis les Stoïciens ou Spinoza, que pour corriger un mal il faut en comprendre l'origine: le philosophe contemporain est invité à penser que si certains maux persistent c'est parce que nous en identifions mal l'origine. Si la capacité critique des sciences humaines et sociales peut avoir une fonction constructive, ne serait-elle pas là?

Les cas concrets qui viennent d'être mentionnés suffisent à établir un point que je n'entends pas démontrer: la domination, la relation domination/soumission, est toujours mauvaise parce qu'elle produit de la souffrance. On en conclut que la critique de la domination reste la partie la plus importante de la critique sociale, le bon angle d'entrée, et on est donc sur le fondement éthique le plus fort: diminuer la souffrance. Le point que je veux établir est sur la nature et l'origine de cette domination, non pas pour la seule joie de comprendre mais pour la joie plus grande encore d'agir pour changer les choses.

Partons de loin, des origines de la civilisation occidentale. On se reportera à une histoire de Rome pour s'intéresser à la religion civile romaine, qui était ce que nous appellerions "superstitieuse": le formalisme est sacralisé dans les procédures religieuses et publiques, la moindre erreur dans une parole ou un geste, le moindre "mauvais présage" (cri de souris, comportement étrange d'un oiseau) constitue un "vice de forme" qui oblige à recommencer le sacrifice, l'élection, la délibération. Lors de mon inscription en première année dans une université scientifique alors qu'âgé de 30 ans j'enseignais déjà dans l'université d'en face, le petit chef en charge m'a fait recommencer à remplir ma liasse de papiers à la main parce que c'était mal écrit (avant de blêmir et de s'excuser quand il l'a lue): le moindre vice de forme est moyen de domination et d'humiliation, aujourd'hui ce serait par un logiciel en ligne qui m'empêche de passer à la rubrique suivante. La sacralisation de la procédure ne relève ni de la technique ni des vices de caractère acquis dans telle ou telle grande école ou dans l'ennui profond d'un bureau de petit fonctionnaire, elle remonte aux origines de notre civilisation. Il manque un tampon ou une signature dans la bonne case, "les rubriques marquées d'un \* sont obligatoires", même si sachant que je suis un homme il s'agit de déclarer si j'ai oui ou non déjà eu des règles douloureuses. Sinon: impossible d'accéder aux rubriques suivantes. L'utilisateur, qu'il soit consommateur ou citoyen, n'a d'autres sorties que le découragement ou la rage: le n'importe quoi, l'ironie en acte qui est une attitude efficace et joyeuse de résistance. Donner

n'importe quelle adresse électronique, cocher toutes les cases mais au hasard, tant que ça marche.

Le théoricien classique de la bureaucratie est le sociologue Max Weber. Il affirme que le régime bureaucratique est la caractéristique de l'organisation sociale contemporaine et il remet en perspective cette évolution comme une volonté de rationalisation, d'efficacité et de neutralité ou justice, donc les vertus consensuelles de la modernité démocratique<sup>2</sup>. Une histoire plus factuelle et plus détaillée de la bureaucratie nous en apprend plus: à travers un historique passionnant de la notion, l'essentiel se jouant dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, Albrow met en évidence que la bureaucratie et sa contre-productivité ont toujours avancé de concert: les concepts de bureaucratie comme *efficacité* et comme *inefficacité* administratives sont contradictoires et inséparables<sup>3</sup>. À l'origine historique on trouve la poste puis l'armée allemandes, ce qui donne déjà une conclusion philosophique rassurante et inquiétante: tout ce qui peut être ramené à un problème du type "transporter une lettre d'un point de l'empire allemand à un autre le plus efficacement possible" ou "mener une bataille de type dix-neuvième siècle le plus efficacement possible" sera optimalement traité par un système bureaucratique. Rassurant car cela explique les succès (FedEx par exemple et via l'informatique Amazon) et même les échecs (le Vietnam car ce n'était pas "une bataille de type dix-neuvième siècle"). Mais conclusion inquiétante aussi, aurions-nous tendance à réduire tous les problèmes, tous les buts de toutes nos organisations à ce modèle? Il est si limité, si étroitement instrumental, qu'il répond certes aux exigences de l'ingénierie d'optimisation (serait-ce notre seule logique d'action?) mais qu'il exige tout autant qu'on lui oppose des résistances et des alternatives.

Ces interprétations conduisent à l'idée d'une société du contrôle, une pensée unique qui ne dispose que d'une seule méthode d'action, le contrôle, la forme par excellence de la domination. On peut suivre ses progrès, phase suivante, dans la première moitié du vingtième siècle: l'organisation de l'industrie aux USA, qui culmine avec le "projet Manhattan" (la bombe atomique), modèle des méga-organisations bureaucratiques-technocratiques contemporaines. On peut lire sa défaillance dans la défaite au Vietnam: non la planification bureaucratique ne peut pas tout dans les affaires humaines, même si elle s'accompagne de la surpuissance en moyens matériels. En parallèle dans la première moitié du vingtième siècle le mouvement révolutionnaire, notamment russe, débattait ardemment de la nécessité d'une bureaucratie puissante; les régimes marxistes réels sont essentiellement des bureaucraties et le "parfum

<sup>2</sup> M. Weber, *Le savant et le politique*, Union générale d'éditions, Paris 1963.

<sup>3</sup> M. Albrow, *Bureaucracy*, MacMillan, Londres 1970.

éthique” (déplaisant) qui règne dans les grandes organisations bureaucratiques de notre temps conserve quelque chose de caractéristiquement “soviétique”.

L'historien de la civilisation industrielle du contrôle Beniger relève comme une évidence indiscutable que la “révolution du contrôle” qui caractérise la civilisation matérielle contemporaine s'est investie sans limites dans l'informatique<sup>4</sup>. Plus exactement: dans l'informatique... de contrôle, qui est devenue l'informatique professionnelle standard, le quotidien du métier informatique et la mission réelle du “service informatique”.

La notion même de “programme”, plus élémentaire que celle d'algorithme, est une notion de contrôle. L'origine même de l'informatique, chez John von Neumann s'appelle “cybernétique” ce qui signifie “technique pour gouverner”, au sens du gouvernail dans la navigation, mais aussi au sens du gouvernement, ou mieux encore de la *gouvernementalité* analysée par Michel Foucault: la conformation interne d'un système pour qu'il soit gouvernable<sup>5</sup>. L'informatique est, dans son origine comme cybernétique, une technique du commandement, du contrôle, de la domination. Ce contrôle est, affirme Beniger, après la matière et l'énergie, la matière première de notre industrie et de notre économie. Selon lui, l'informatisation répondrait à une “crise du contrôle” apparue dans la société industrielle<sup>6</sup>. On peut pourtant repérer je crois une crise bien plus fondamentale que j'appelle “paradoxe du contrôle” et qui invalide le modèle simple du contrôle comme solution: lorsqu'on choisit de gérer un système par le contrôle, les inévitables imperfections du contrôle mèneront à une solution qui reste dans la même logique: plus de contrôle, toujours plus de contrôles. Parents, managers, technocrates, tenons-nous-le pour dit. On renforcera le contrôle d'accès par un contrôle d'accès préalable, on rajoutera une procédure de contrôle pour contrôler chaque procédure de contrôle. Jusqu'à atteindre un seuil de rentabilité marginale décroissante<sup>7</sup> puis un effondrement. Chacun trouvera son exemple de commission chargée de contrôler une commission et de programme se rajoutant à un programme pour rattraper ses imperfections. Le cycle du contrôle est autodestructeur et la bureaucratie informatisée n'y répond pas, elle nous y entraîne au contraire. Chacun sait, quoique les “responsables” s'en étonnent et s'en offusquent, que le “changement de logiciel”

<sup>4</sup> J. Beniger, *The control revolution: Technological and economic origins of the information society*, Harvard Press University, Harvard 1986.

<sup>5</sup> M. Foucault, *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France 1982-1983*, Gallimard le Sueil, Paris 2008.

<sup>6</sup> J. Beniger, *op. cit.*

<sup>7</sup> J. A. Tainter, *The collapse of complex societies*, Cambridge University Press, Cambridge 1988.

dans une entreprise ou une organisation va rajouter en complexité, en contrôles, en perte de temps, On peut collectionner les captures d'écran ou les panneaux affichant "Suite à l'installation d'un nouveau logiciel nous ne sommes pas en mesure de..."

Les emplois "bidon" (*bullshit*) sont une plaie des organisations contemporaines, tant privées que publiques<sup>8</sup>. Ce sont des emplois dépourvus de sens en termes de valeur humaine certes, mais pas pour le mécanisme bureaucratique dont ils révèlent au niveau individuel la nature de parasite des organisations. L'humain dont le travail est celui d'un parasite, conscient ou non, ne peut pas s'épanouir dans son travail. On peut suivre avec jubilation dans les livres de Christian Morel l'amoncellement des décisions absurdes dans les organisations contemporaines et essayer de faire converger leur origine vers le phénomène de la domination bureaucratique<sup>9</sup>.

La logique de catastrophe bureaucratique s'applique au monde académique<sup>10</sup>. Je fais aujourd'hui deux heures de déplacement pour signer avec de l'encre sur du papier (obligatoirement!) une "convention de stage" pour un étudiant alors que le "projet pédagogique" du stage, qui ne fera l'objet d'aucun retour, n'existe que sur le papier administratif, qui "couvre" toutes les parties prenantes aussi efficacement qu'un rite scrupuleusement accompli dans une religion superstitieuse. Mon argumentation dans cet article est la suivante: cette absurdité serait évitable par de l'informatique en ligne, si seulement nous avions pris conscience de la domination bureaucratique qui est déjà installée et a capturé à son profit le potentiel du numérique – car ce fameux papier à signer à la main est envoyé par l'administration en mail au format pdf... La domination bureaucratique empêche le numérique de fonctionner comme libération, autonomie, et c'est ce phénomène qui produit une domination "informatique".

Sa forme perverse la plus universelle est la "*blame avoidance policy*"<sup>11</sup> qui nous ramène à la religion civile superstitieuse des Romains: du moment que la procédure formelle a été scrupuleusement suivie nous ne sommes pas responsables du problème – dans la mini-série consacrée à la catastrophe de Tchernobyl<sup>12</sup>, les responsables opérationnels de la centrale ne cessent de se rassurer en se répétant "nous avons suivi les procédures".

<sup>8</sup> Voir D. Graeber, *Bullshit Jobs: A Theory*, Allen Lane, Londres 2018 qui n'en donne pourtant pas une théorie assez générale pour notre présent propos.

<sup>9</sup> C. Morel, *Les décisions absurdes*, Gallimard, Paris 2002-2018, sous-titre du tome 3: "L'Enfer des règles".

<sup>10</sup> B. Ginsberg, *The fall of the faculty: the rise of the all-administrative university and why it matters*, Oxford University Press, Oxford 2011.

<sup>11</sup> C. Hood, *The blame game: Spin, bureaucracy, and self-preservation in government*, Princeton University Press, Princeton 2011.

<sup>12</sup> Voir: Chernobyl, 2019: <http://www.imdb.com/title/tt7366338/>.

De Beniger sur la civilisation du contrôle à Zuboff sur le capitalisme de surveillance<sup>13</sup>, la logique de domination est la même et elle n'a pour origine ni un déterminisme de la technologie ni un complot capitaliste, elle a pour origine une logique d'organisation par la domination bureaucratique, qui devient contre-productive. Le diagnostic est fait au vingt-et-unième siècle, par Hibou qui dénonce "la bureaucratisation du monde"<sup>14</sup> produisant dans la gouvernamentalité contemporaine une perte de la réalité au profit de son abstraction: abstraction officielle, bureaucratique (le "groupe de recherche" qui n'existe que sur le papier) et indissociablement abstraction informatique (son code d'identification et la ligne de crédit qui lui est allouée). Bien plus percutant est le diagnostic de P. Graeber qui est l'inspiration principale de cet article et dont le titre anglais a valeur de mantra: "L'utopie des règles: sur la technologie, la stupidité, et les joies secrètes de la bureaucratie"<sup>15</sup>. Tout y est, non seulement le paradoxe du contrôle qui voue à l'échec toute "utopie des règles", et c'est bien dans cela que s'engage l'informatique institutionnelle, mais aussi la stupidité et la mesquinerie de la vie de bureau, parfaitement décrites par la littérature du dix-neuvième siècle (Balzac, Maupassant, sans parler de Courteline) et analysée aujourd'hui avec peut-être autant de talent par le sociologue du travail François Dupuy, car la catastrophe managériale qu'il décrit a son origine dans la catastrophe bureaucratique et son moyen d'action dans la catastrophe informatique<sup>16</sup>.

Le phénomène ne se limite pas au monde du travail: de même qu'on est "au service" du "Service Informatique" plus que le contraire, dans une entreprise, dans l'espace public on a l'impression souvent qu'on est au service des "services publics" et pas le contraire. C'est de cette domination que je parle.

En résumé, mon hypothèse est que:

1) cette domination est bureaucratique et elle régit toute notre organisation sociale,

2) elle utilise tous les moyens disponibles, toutes les techniques disponibles, autrefois la "paperasse" et aujourd'hui le numérique, l'informatique, car le numérique a un potentiel de domination bien plus grand, sans limite de quantités de *data*, "ubiquitaire" sans limite dans l'espace et même sans limite dans le temps (stockage et "cherchabilité" illimités).

<sup>13</sup> S. Zuboff, *The age of surveillance capitalism: the fight for a human future at the new frontier of power*, PublicAffairs, New York 2019.

<sup>14</sup> B. Hibou, *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris 2012.

<sup>15</sup> D. Graeber, *The Utopia of Rules: On Technology, Stupidity and the Secret Joys of Bureaucracy*, Melville House, New York 2015.

<sup>16</sup> F. Dupuy, *Lost in Management. La vie quotidienne des entreprises aux XXIème siècle*, Seuil, Paris 2011.

Mais le numérique reste le moyen le plus puissant de résistance et de libération, y compris contre cette nouvelle forme de la domination. Ce n'est pas une évidence assez reconnue. Pourquoi?

Les critiques du numérique sont très majoritairement “technophobes” (anti-technologie) et elles se présentent comme des critiques de la domination. Mon hypothèse est qu'en réalité la domination contemporaine est celle de la bureaucratie, pas du numérique. La bureaucratie n'est pas repérée comme problème parce qu'elle se donne comme le seul mode possible d'organisation d'un collectif et on laisse ainsi échapper la transition de pouvoir de la bureaucratie vers la technocratie numérique, à cause de la justification que Weber avait déjà repérée (l'efficacité) et d'une nouvelle justification typique du vingt-et-unième siècle: la *sécurité*. La domination bureaucratique sous prétexte informatique doit beaucoup à l'obsession de la “sécurité”.

La logique de résistance par le numérique est celle qui anime des mouvements constructifs comme celui du logiciel libre et ses produits dérivés dont le meilleur exemple est Wikipédia, qui comme le logiciel libre fonctionne en mode d'organisation ouverte grâce au numérique, donnant ainsi une “preuve du concept” directement contraire à l'informatique de contrôle et tout aussi contraire à la pensée critique technophobe. On peut s'en inspirer sur une voie socio-politique<sup>17</sup> ou plus formellement en théorie des organisations<sup>18</sup>.

Point n'est besoin d'aller pour cela jusqu'à l'activisme révolutionnaire des *Anonymous*. Opposer au pouvoir bureaucratique sous prétexte informatique le potentiel de libération du numérique peut se faire selon un programme de résistance humaniste et même éthique. On peut déjà s'appuyer sur la prise de conscience que la technocratie bureaucratique informatisée est le principal acteur non- ou anti-démocratique de la modernité mais surtout le principal acteur anti-éthique dans nos vies réelles, en entreprise<sup>19</sup> ou dans le quotidien ordinaire<sup>20</sup>. Il ne s'agit pas seulement d'une perte du sens ou de la valeur de l'humain dans le seul souci des formes et procédures institutionnelles mais de la *banalité du mal* dans la modernité, exactement au sens où Arendt la définissait: dans le prétexte informatique (d'efficacité ou de sécurité) justifiant la domination bureaucratique qui est toujours-déjà là dans le contemporain il faut voir la banalité du mal dans le monde contemporain, la racine des “souffrances

<sup>17</sup> M. Castells, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Polity, Cambridge 2012.

<sup>18</sup> J. Rotschild, *The collectivist organization: an alternative to rational-bureaucratic models*, a cura di F. Fischer, C. Sirianni, in *Critical Studies in organization and bureaucracy*, Temple University Press, Philadelphia 1994.

<sup>19</sup> F. Dupuy, *op. cit.*

<sup>20</sup> M. Puech, *The Ethics of Ordinary Technology*, Routledge, New York 2016.



au travail” comme celle de la “souffrance sociale” qui ne peut que faire éruption plus ou moins irrationnellement, faute de se comprendre elle-même ou d’être comprise par un monde intellectuel qui est resté sur les repères des siècles précédents.

Les indignations, collectives mais aussi individuelles, l’exigence d’être traité de manière décente<sup>21</sup>, toutes les éruptions de résistance seraient malvenues de s’en tenir à la domination informatique, à la puissance du numérique, aux GAFAM ou à leurs comploteurs associés dans le néolibéralisme d’État. En revenant aux fondamentaux d’une critique de la bureaucratie comme “banalité du mal” dans les organisations, de la plus petite à la plus globale, on part aussi en quête de notre capacité à nous organiser autrement, qui reste intacte, pour peu que nous ne dépensions pas notre énergie à combattre des moulins à vent idéologiques (c’est une allusion à Don Quichotte). Les faits démontrent que des organisations numériques non-bureaucratiques, à commencer par Internet, le plus grand événement du contemporain, réussissent mieux et sont partout opérables. C’est justement l’informatique “libre” (logiciels *open source*, Internet, Wikipédia, mais aussi le partage non-commercial de la musique et de l’audio-visuel) qui démontrent que des collectifs technologiques complexes n’ont pas besoin d’organisation hiérarchique, pyramidale, dominante, bureaucratique<sup>22</sup>.

Reste un dernier pas à franchir, pour changer d’angle. Dans une vision précoce et clairvoyante du contemporain Michel Crozier avait raison en 1963: “Nous rejetons trop facilement nos difficultés sur des épouvantails abstraits comme le progrès, la technique, la bureaucratie. Ce ne sont pas des techniques ou les formes d’organisation qui sont coupables. Ce sont les hommes qui, consciemment ou inconsciemment, participent à leur élaboration<sup>23</sup>.” Cela signifie un déplacement du problème qui sera ma conclusion: le mal contemporain, dans sa banalité n’est ni technique ni politique ou organisationnel, il est éthique. La résistance éthique appropriée est faite de micro-résistances pratiques dans l’ordinaire de la vie, pas de dénonciation idéologique et moins encore de dénonciation technophobe de la modernité.

<sup>21</sup> A. Margalit, *The Decent Society*, Harvard University Press, Harvard 1996.

<sup>22</sup> C. Shirky, *Here Comes Everybody: The Power of Organizing without Organizations*, Penguin Press, New York 2008. J. Surowiecki, *The Wisdom of Crowds*, Doubleday, New York 2004.

<sup>23</sup> M. Crozier, *Le phénomène bureaucratique. Essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d’organisation modernes et sur leurs relations en France avec le système social et culture*, Seuil, Paris 1963.

## Bibliographie

- Albrow M., *Bureaucracy*, MacMillan, London 1970.
- Arendt H., *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Gallimard, Paris 1968.
- Beniger J., *The control revolution: Technological and economic origins of the information society*, Harvard University Press, Harvard 1986.
- Castells M., *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Polity Cambridge 2012.
- Crozier M., *Le phénomène bureaucratique. Essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d'organisation modernes et sur leurs relations en France avec le système social et culturel*, Seuil, Paris 1963.
- Dupuy F., *Lost in Management. La vie quotidienne des entreprises au XXIe siècle*, Seuil, Paris 2011.
- Fischer F., *Technocracy and the politics of expertise*, Sage, Newbury Park, Calif 1990.
- Foucault, M., *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France 1982-1983*, Gallimard le Seuil, Paris 2008.
- Ginsberg B., *The fall of the faculty: the rise of the all-administrative university and why it matters*, Oxford University Press, Oxford 2011.
- Graeber D., *The Utopia of Rules: On Technology, Stupidity and the Secret Joys of Bureaucracy*, Melville House, New York 2015.
- Graeber D., *Bullshit Jobs: A Theory*, Allen Lane, London 2018.
- Herzfeld M., *The social production of indifference. Exploring the symbolic roots of Western bureaucracy*, Berg, New York 1992.
- Hibou B., *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, Paris 2012.
- Hood C., *The blame game: Spin, bureaucracy, and self-preservation in government*, Princeton University Press, Princeton 2011.
- Margalit A., *The Decent Society*, Harvard University Press, Harvard 1996.
- Morel C., *Les décisions absurdes*, Gallimard, Paris 2002-2018.
- Puech M., *The Ethics of Ordinary Technology*, Routledge, New York 2016.
- Rotschild J., *The collectivist organization: an alternative to rational-bureaucratic models*, (a cura di) Fischer F., Sirianni C., in "Critical studies in organization and bureaucracy", Temple University Press, Philadelphia 1994.
- Shirky C., *Here Comes Everybody: The Power of Organizing without Organizations*, Penguin Press, New York 2008.
- Surowiecki J., *The Wisdom of Crowds*, Doubleday, New York 2004.
- Tainter J.A., *The collapse of complex societies*, Cambridge University Press, Cambridge 1988.
- Weber M., *Le savant et le politique*, Union générale d'éditions, Paris 1963.
- Zuboff S., *The age of surveillance capitalism: the fight for a human future at the new frontier of power*, PublicAffairs, New York 2019.